

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE
COMMUNE DE BLAIN

DÉCISION DU MAIRE

N°47/2022

Le Maire de la Commune de Blain

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-22 ;

VU le Code de la commande publique et notamment ses articles L2194-1 et R2432-7 ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 16 juillet 2020 donnant délégation au Maire, sur la durée du mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés subséquents de fournitures et services d'un montant inférieur au seuil formalisé par décret et revalorisé tous les 2 ans par l'OMC ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

CONSIDÉRANT le marché subséquent n°2 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Blain : Anneau des équipements, notifié à LALU – 19bis quai Malakoff – 44000 NANTES, mandataire du groupement, le 21 janvier 2022 ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour l'adresse postale et le SIRET de l'agence LALU, titulaire du marché et mandataire du groupement ;

CONSIDÉRANT que les modifications n'ont pas d'incidence financière sur le montant du marché ;

DÉCIDE

ARTICLE 1^{er} : De signer l'avenant n°1 du marché avec LALU – 19bis quai Malakoff – 44000 NANTES, mandataire du groupement.

ARTICLE 2 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Blain – rue Charles de Gaulle – CS 90001 – 44130 BLAIN ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'exercice d'un recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse de l'Administration ou de la naissance d'une décision implicite de rejet après expiration d'un délai de 2 mois à compter de la réception du recours gracieux.

ARTICLE 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du Conseil municipal.

ARTICLE 4 : Madame la Directrice générale des services et Monsieur le Comptable public sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Accusé de réception en préfecture
044-214400152-20221125-DEC-2022-47-AU
Date de télétransmission : 25/11/2022
Date de réception préfecture : 25/11/2022

ARTICLE 5 : Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Loire-Atlantique ;
- Trésor public de Nort-sur-Erdre.

Fait à BLAIN le 25 novembre 2022

Le Maire,

Jean-Michel BUF



Acte affiché et mis en ligne le **25 NOV. 2022**

Accusé de réception en préfecture
044-214400152-20221125-DEC-2022-47-AU
Date de télétransmission : 25/11/2022
Date de réception préfecture : 25/11/2022